



Communiqué de presse

Lancement du Projet d'Appui au Droit et à la Santé Sexuelle et reproductive visant à promouvoir l'autonomie et le bien-être des jeunes et adolescents (DSSR)

Boké, le 29 septembre 20223, Le groupe AFD en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, a procédé au lancement officiel du projet d'Appui au Droit et à la Santé Sexuelle et reproductive – DSSR sur financement de l'Agence française de développement – AFD. Ce projet vise à contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles à travers une amélioration pérenne de leurs connaissances en matière de droits et de leur accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Les droits sexuels ainsi que la santé sexuelle et reproductive constituent des domaines vitaux mais souvent négligés de la santé des individus et du bien-être familial. De nombreux individus, en particulier les jeunes femmes et adolescents et adolescentes, rencontrent des difficultés pour obtenir des informations fiables sur la santé de la reproduction et pour accéder à des services de qualité. Cette situation rend difficile une prise de décision éclairée concernant leur propre santé et leur intégrité physique.

En réponse à ces défis, le Ministère chargé de la promotion de la santé et du bien-être a entrepris cette initiative ambitieuse, avec le soutien financier de la France à travers l'Agence française de développement (AFD) et la mise en œuvre par Expertise France dont l'objectif principal est d'améliorer la santé sexuelle, le bien-être familial et l'accès aux droits des jeunes filles et des adolescents et adolescentes dans la région de Boké.

Dans son allocution, Dr Mohamed Lamine YANSANE – Secrétaire Générale du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a magnifié et souligné avec ces mots l'importance de la mise en œuvre de ce projet : « il est crucial de doter les adolescent et jeunes de connaissances et de compétences qui leur permettent de faire des choix de vie responsable » afin de mieux préparer les adolescents et les jeunes à une vie sûre, productive et épanouissante dans un monde où, les infections sexuellement transmissibles (IST), le VIH/SIDA les grossesses non désirées, les violences basées sur le genre et les inégalités entre les sexes continuent de présenter des risques graves pour leur bien-être.

Ce projet qui comprend plusieurs volets clés va contribuer à l'éducation, la sensibilisation et à l'autonomisation des jeunes adultes et adolescents et adolescentes dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Pour sa part, le Directeur Adjoint de l'Agence française de développement, a insisté sur la dynamique partenariale qui a prévalu dans le cadre du projet avec les autorités, ainsi qu'avec l'ensemble des parties prenantes.

En ce qui concerne la composante infrastructures il s'agit de réhabiliter 4 centres de santé ruraux aux normes nationales (Kanfarande, Wendou Bourou, Termessé et Bintimodia).

Il est aussi prévu la construction d'un centre d'hébergement pour les survivantes de VBG (Violences Basées sur le Genre) au bénéfice de la région avec une gestion/propriété par/de l'Association Guinéennes des Assistantes Sociales (AGUIAS).

Une clinique sera construite et proposera des services répondant spécifiquement aux besoins en santé sexuelle et reproductive des filles et des jeunes femmes de la région et gérée par l'Association Guinéenne de Bien-être Familial (AGBEF).

Les cinq (5) CECOJE (Centre d'Écoute de Conseils et d'Orientation pour Jeunes) de la région seront réhabilités et équipés pour un meilleur accès des jeunes filles/garçons de toute la région à des services dédiés.

Les hôpitaux préfectoraux et régionaux seront équipés et accompagnés avec les besoins qui seront identifiés par les partenaires du ministère de la santé. Il est prévu des jumelages et compagnonnages avec des hôpitaux français afin d'améliorer la qualité des services offerts aux populations de Boké.

Une subvention sera dédiée aux organisations de la société civile pour renforcer la demande et les connaissances des adolescent.e.s et jeunes filles/garçons en matière de DSSR.

Enfin, ce projet va également soutenir les personnes vulnérables, marginalisées et survivantes de violences basées sur le genre en appuyant des structures locales afin de mettre en place des services de conseil confidentiels et respectueux de leurs droits. Il est également prévu des activités de renforcement de capacités du personnel médical, paramédical et socio-éducatif sur la prise en charge des cas de violences basées sur le genre et sur l'offre de services complets de santé de la reproduction et de planification familiale.

Le projet est prévu pour quatre (4) ans : de 2023 à 2027.

COMPLEMENT D'INFORMATION : PROJET D'APPUI AUX DROITS ET A LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (DSSR) DES ADOLESCENT.E. S ET DES JEUNES EN GUINEE (DSSR) – 10 MILLIONS D'EUROS

Le programme s'insèrera en complémentarité de la dynamique engagée par la Guinée au niveau institutionnel. Il agira tant au niveau régional à Boké, qu'au niveau central. Il abordera la promotion de la demande comme l'amélioration des connaissances en matière de DSSR/PF. Pour ce faire, il mobilisera et sensibilisera des communautés à travers une approche sensible au genre. Il renforcera l'offre de services de soins SSR/PF, y compris la prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG), en répondant aux besoins spécifiques des jeunes adultes et adolescent.e.s, en particulier des filles et jeunes femmes, pour contribuer à la réduction des inégalités de genre. Ce projet abordera aussi l'amélioration de la gouvernance et du cadre institutionnel en matière de DSSR, en accompagnant l'intégration des enjeux de genre au sein des politiques publiques en santé.

Ce projet améliorera les connaissances et les compétences des communautés et des populations cibles en matière de DSSR/PF via la mise en place d'activités spécifiques de sensibilisation et de prévention à plusieurs niveaux (scolaire, périscolaire et communautaire).

[Contact presse](#)

M. Pascal KONOU, Chargé de communication

pascal.konou@expertisefrance.fr | (+224) 610 10 80 00

www.expertisefrance.fr